



CHAPITRE 103

Loi modifiant la charte de la ville de Côte Saint-Luc

[Sanctionnée le 18 décembre 1952]

Préambule.

ATTENDU que la ville de Côte Saint-Luc a, par sa pétition, représenté qu'il est dans l'intérêt de la ville et qu'il est nécessaire pour la bonne administration de ses affaires, que sa charte, la loi 15-16 George VI, chapitre 98, soit modifiée;

Attendu que vu le développement qui se fait dans la ville de Côte Saint-Luc, celle-ci a besoin d'un système d'aqueduc pour ses fins municipales et pour ses contribuables;

Attendu que la cité de Montréal est prête à prolonger son aqueduc dans le territoire de la ville de Côte Saint-Luc pourvu qu'un contrat de 20 ans soit passé et aux conditions que la cité de Montréal déterminera;

Attendu que la ville de Côte Saint-Luc et la cité de Montréal ont besoin de certains pouvoirs en vue de ce contrat;

A ces causes, Sa Majesté, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit:

Contrat autorisé.

1. Nonobstant toute disposition à ce contraire, ladite ville est autorisée à signer un contrat avec la cité de Montréal pour le service de l'eau. Ce contrat sera fait aux termes et conditions que ladite ville acceptera par simple résolution, qui devra être approuvée par les électeurs propriétaires suivant les modalités prévues par l'article 10 de la présente loi.

CHAPTER 103

An Act to amend the charter of the town of Côte St. Luc

[Assented to, the 18th of December, 1952]

Preamble.

WHEREAS the town of Côte St. Luc has, by its petition, represented that it is in the interest of the town and necessary, for the proper administration of its affairs, that its charter, the act 15-16 George VI, chapter 98, be amended;

Whereas owing to the development experienced in the town of Côte St. Luc, the latter needs a waterworks system for its municipal purposes and for its rate-payers;

Whereas the city of Montreal is ready to extend its waterworks into the territory of the town of Côte St. Luc provided a twenty year contract be signed and on such conditions as the city of Montreal shall determine;

Whereas the town of Côte St. Luc and the city of Montreal need certain powers in relation to such contract;

Therefore, Her Majesty, with the advice and consent of the Legislative Council and of the Legislative Assembly of Quebec, enacts as follows:

Contract authorized.

1. Notwithstanding any provision to the contrary, the said town is authorized to sign a contract with the city of Montreal for water service. Such contract shall be made on such terms and conditions as the said town shall accept by mere resolution, which shall be approved by the electors who are owners pursuant to the modalities contemplated in section 10 of this act.

Taxe de l'eau.

2. Dès que la cité de Montréal fournira à même son système d'aqueduc l'eau nécessaire aux usagers de la ville de Côte Saint-Luc, elle imposera et percevra des usagers de la ville de Côte Saint-Luc une taxe de l'eau identique à celle qui est chargé et imposée aux contribuables dans la cité de Montréal.

2. As soon as the city of Montreal will supply through its waterworks system the water necessary for the users of the town of Côte St. Luc, it shall impose and collect from the users of the town of Côte St. Luc a water rate identical to that which is charged and imposed to the ratepayers in the city of Montreal.

Water rate.

Base.

3. Cette taxe de l'eau sera basée sur l'évaluation des immeubles ou sur leur valeur locative annuelle.

3. Such water rate shall be based on the valuation of the immoveables or on their annual rental value.

Base.

Rôle de perception.

4. A cette fin, les estimateurs de la cité de Montréal sont autorisés chaque année avant le premier août à dresser un rôle de perception de taxes spécifiant la taxe de l'eau et indiquant les noms des personnes qui y sont assujetties et à y inscrire la valeur des immeubles ou la valeur locative annuelle de tous les immeubles ou partie d'un immeuble occupés ou susceptibles d'être occupés par des personnes assujetties à ladite taxe.

4. For such purpose, the assessors of the city of Montreal are authorized, before August first of each year, to make a collection roll of taxes specifying the water rate and indicating the names of the persons being subject to it and to enter therein the value of the immoveables or the annual rental value of all the immoveables or portion of an immoveable occupied or liable to be occupied by persons subject to the said tax.

Collection roll.

Contestation.

5. Le rôle d'évaluation ou le rôle de perception suivant le cas, pourront être contestés de la même manière, dans les mêmes délais et devant les mêmes organismes que ceux qui sont en vigueur, dans la cité de Montréal, en pareille matière.

5. The valuation roll or the collection roll, as the case may be, contested in the same manner, within the same delays and before the same bodies as those which are in force in the city of Montreal, in such matter.

Contestation.

Droits et privilèges.

6. En ce qui concerne son aqueduc, la cité de Montréal possède, à l'égard des usagers de son système d'aqueduc situé dans la ville de Côte Saint-Luc, les mêmes droits et privilèges qu'elle possède à l'égard de ses usagers dans son propre territoire, comme si le territoire de la ville de Côte Saint-Luc faisant partie, pour fins du système d'aqueduc, du territoire de la cité de Montréal.

6. With respect to its waterworks, the city of Montreal shall have, as regards the users of its waterworks system situated within the town of Côte St. Luc, the same rights and privileges which it has with respect to its users within its own territory, as if the territory of the town of Côte St. Luc formed part, for the waterworks system purposes, of the territory of the city of Montreal.

Rights and privileges.

Juridiction.

7. La juridiction que la Cour municipale de la cité de Montréal possède en vertu de la charte et des règlements, relativement au système d'aqueduc et à son administration, est étendue aux usagers et au territoire de la ville de Côte Saint-Luc.

7. The jurisdiction which the municipal Court of the city of Montreal has under its charter and the by-laws, relating to its waterworks system and its administration, is extended to the users and territory of the town of Côte St. Luc.

Jurisdiction.

Approbation de certain contrat.

8. Le comité exécutif de la cité de Montréal, par l'entremise d'une personne par lui désignée, est autorisé, sur rapport

8. The executive committee of the city of Montreal, through a person designated by it, is authorized, upon a report

Approval of certain contract.

du directeur du service des travaux publics de ladite cité, à approuver le contrat de fourniture de l'eau dans le territoire de la ville de Côte Saint-Luc et le président du comité exécutif à signer le contrat à ces fins.

9. La Loi des cités et villes est modifiée, pour la ville, en ajoutant après l'article 526, le suivant:

"526a. Nonobstant toute loi ou règlement à ce contraire, toute personne, ou société ou compagnie qui exerce en même temps, dans un même magasin ou local, plusieurs commerces, occupations ou métiers dont les heures de fermeture, en vertu de la loi ou des règlements, ne sont pas identiques, doit fermer complètement son établissement et n'exercer aucun commerce, occupation ou métier dans son dit local ou magasin, dès qu'il est prohibé de le faire pour un seul desdits commerces, occupations ou métiers."

10. L'article 593 de la Loi des cités et villes est remplacé, pour la ville, par le suivant:

"593. Tout règlement qui décrète un emprunt sera soumis à l'approbation des électeurs propriétaires en suivant les formalités ci-après énumérées. Immédiatement après l'adoption de ce règlement par le conseil, une assemblée publique des électeurs propriétaires, qui, en vertu de la loi, ont droit de vote sur ce règlement, sera convoquée par avis public, signé par le greffier, avec un délai de huit jours francs, au lieu, au jour et à l'heure fixés par le conseil. Cette assemblée sera présidée par le greffier de la ville qui nommera un secrétaire, lequel lira et soumettra le règlement à l'assemblée.

Dix électeurs présents et habiles à voter sur ce règlement pourront, mais seulement pendant l'heure qui suivra l'ouverture de l'assemblée, demander la votation.

Sur cette demande, le maire ou la personne qui préside devra fixer le jour de la votation, à une date qui ne devra pas être

from the director of the public works service of the said city, to approve the contract for supplying water to the territory of the town of Côte St. Luc and the chairman of the executive committee to sign the contract for such purposes.

9. The Cities and Towns Act is amended for the town by adding, after section 526, the following:

"526a. Notwithstanding any law or by law to the contrary, any person, firm or company carrying on at the same time, in the same store or premises, several commercial undertakings, occupations or callings for which the closing hours, under the law or by-laws, are not identical, shall close such establishment completely and carry on no commercial undertaking, occupation or calling in such premises or store, as soon as it is prohibited to do so, in respect of one only of the such commercial undertakings, occupations or callings."

10. Section 593 of the Cities and Towns Act is replaced, for the town, by the following:

"593. Every by-law ordering a loan shall be submitted to the approval of the electors who are property-owners by following the formalities hereinafter enumerated. Immediately after the passing of such by-law by the council, a public meeting of the electors who are property-owners and who are entitled by law to vote on such by-law, shall be called by public notice, signed by the clerk, with a delay of eight clear days, at the place, on the day and at the hour fixed by the council. Such meeting shall be presided over by the town clerk who shall appoint a secretary, who shall read and submit the by-law to the meeting.

Ten electors present and qualified to vote on such by-law may, but only during the hour following the opening of the meeting, demand a vote.

Upon such demand, the mayor or the person presiding shall fix the day for voting, for a date which shall not be later

S.R.,
c. 233,
a. 526a,
aj. pour
la ville.

Ferme-
ture de
certains
établisse-
ments.

S.R.,
c. 233,
a. 593,
remp.
pour la
ville.

Approba-
tion.

Votation.

Date.

R.S.,
c. 233,
s. 526a,
added
for town.

Closing of
certain
under-
takings.

R.S.,
c. 233,
s. 593,
replaced
for town.

Approval.

Voting.

Date.

plus éloignée que le trentième jour après than the thirtieth day after such meeting.
cette assemblée.

Adoption. Dans le cas où dix électeurs propriétaires ne demanderaient pas la votation, dans le délai fixé, le règlement sera censé être adopté à l'unanimité par les contribuables intéressés.

Adoption. In case ten electors who are property-owners do not demand a vote within the delay fixed, the by-law shall be deemed to be passed unanimously by the interested ratepayers.

**Approba-
tion.** Tout règlement ainsi soumis à l'approbation des électeurs propriétaires restera sujet à l'approbation du lieutenant-gouverneur en conseil, qui pourra n'approuver un tel règlement que pour partie."

Approval. Any by-law so submitted to the approval of the electors who are property-owners shall remain subject to the approval of the Lieutenant-Governor in Council, who may approve such by-law in part only."

**Entrée en
vigueur.** 11. La présente loi entrera en vigueur le jour de sa sanction.

11. This act shall come into force on the day of its sanction. **Coming
into force.**